



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**Recueil spécial 129.2021 - édition du 25/05/2021**





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Agence régionale de santé  
Provence Alpes Côte d'Azur  
Délégation départementale  
des Alpes-Maritimes

ARRETE n° 2021-559

Relatif au danger imminent pour la santé des personnes lié à la présence de sources de plomb accessibles au rez-de-chaussée et aux 4 étages des parties communes de l'immeuble situé 2 rue Raspail à Nice (06000).

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.511-19 à L.511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-22 et L1334-2 et suivants et les articles R.1331-14 et suivants ;

VU l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ;

VU le diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP) réalisé par la société Wegroup en date du 14 avril 2021, constatant la présence de 10 unités dégradées contenant du plomb à une concentration supérieure ou égale à 1mg/cm<sup>2</sup> au rez-de-chaussée et aux 4 étages des parties communes de l'immeuble situé 2 rue Raspail à Nice ;

VU le rapport de constatation de l'agence régionale de santé du 28 avril 2021 faisant état d'une situation d'insalubrité des parties communes de cet immeuble nécessitant l'engagement d'une procédure d'urgence ;

CONSIDERANT que les parties communes de cet immeuble présentent du plomb en concentration supérieure ou égale à 1 mg/cm<sup>2</sup> dans certains revêtements et peintures dégradées ;

CONSIDERANT que ces locaux sont fréquentés par des enfants mineurs et que des femmes enceintes sont susceptibles d'y accéder ;

CONSIDERANT que cette exposition est susceptible d'engendrer une intoxication au plomb qui a des effets sur la santé même à très faibles doses chez les enfants mineurs et le fœtus ;

CONSIDERANT que cette situation constitue un danger imminent ;

CONSIDERANT dès lors, qu'il y a lieu d'ordonner les mesures indispensables pour faire cesser ce danger dans un délai fixé ;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Afin de faire cesser le danger imminent mis en évidence dans les parties communes de l'immeuble situé 2 rue Raspail à Nice (06000), le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic, le cabinet Nice Gestion, situé 11 rue de la Liberté à Nice (06000), est tenu, **dans un délai de 1 mois**, de prendre les mesures nécessaires en vue de la suppression du risque d'accessibilité au plomb, telles que listées dans le diagnostic susvisé.

Les mesures à mettre en œuvre comprennent :

- les travaux de protection, réalisés dans les règles de l'art, visant les sources de plomb identifiées, de manière à garantir la pérennité de la protection ;
- le nettoyage et l'élimination des poussières au sol liées à la réalisation de ce chantier.

Ces travaux ne doivent pas entraîner de dissémination de poussières de plomb dans les parties communes de l'immeuble et les logements privés. Les mesures de prévention devront être adaptées à la technique d'intervention retenue.

**Article 2** : En cas de non-exécution des mesures dans les délais fixés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, il sera procédé d'office aux travaux, aux frais de la copropriété, dans les conditions précisées à l'article L. 511-16 du code de la construction et de l'habitation. La créance en résultant sera recouvrée dans les conditions précisées à l'article L511-17 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 3** : Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 4** : La mainlevée du présent arrêté ne pourra être prononcée qu'après constatation, par les agents compétents, de la conformité de la réalisation des mesures prescrites.

Le syndic mentionné à l'article 1 tient à la disposition de l'administration tous justificatifs attestant de la bonne réalisation des travaux, notamment du nettoyage final des poussières contenant du plomb.

**Article 5** : Le présent arrêté est notifié au syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic cité à l'article 1, qui en informe immédiatement l'ensemble des copropriétaires.

Il est affiché à la mairie de Nice et sur la façade de l'immeuble.

**Article 6 :** Le présent arrêté est transmis au maire de Nice, au président de la métropole Nice Côte d'Azur, au procureur de la République, aux organismes payeurs des allocations de logement et de l'aide personnalisée au logement des Alpes-Maritimes, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement des Alpes Maritimes, conformément à l'article R.511-7 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-Maritimes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - EA 2 - 14 avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Nice (18 avenue des Fleurs, 06000 Nice) également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités, le commissaire de police de Nice, le maire de Nice et le médecin directeur du service d'hygiène et de santé de Nice sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 25 MAI 2021

Le préfet des Alpes-Maritimes,

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète chargée de mission  
politique de la ville et politiques sociales  
SGA 4535

Patricia VALIFA



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Agence régionale de santé  
Provence Alpes Côte d'Azur  
Délégation départementale  
des Alpes-Maritimes

ARRETE n° 2021-560

Relatif au danger imminent pour la santé des personnes lié à la présence de sources de plomb accessibles au rez-de-chaussée et aux 3 étages des parties communes de l'immeuble situé 38 rue Dabray à Nice (06000)

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.511-19 à L.511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-22 et L1334-2 et suivants et les articles R.1331-14 et suivants ;

VU l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ;

VU le diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP) réalisé par la société Wegroup en date du 23 avril 2021, constatant l'existence de 19 unités dégradées contenant du plomb à une concentration supérieure ou égale à 1mg/cm<sup>2</sup> au rez-de-chaussée et aux 3 étages des parties communes de l'immeuble situé 38 rue Dabray à Nice ;

VU le rapport de constatation de l'agence régionale de santé du 6 mai 2021 faisant état d'une situation d'insalubrité des parties communes de cet immeuble nécessitant l'engagement d'une procédure d'urgence ;

CONSIDERANT que les parties communes de cet immeuble présentent du plomb en concentration supérieure ou égale à 1 mg/cm<sup>2</sup> dans certains revêtements et peintures dégradées ;

CONSIDERANT que ces locaux sont fréquentés par des enfants mineurs et que des femmes enceintes sont susceptibles d'y accéder ;





CONSIDERANT que cette exposition est susceptible d'engendrer une intoxication au plomb qui a des effets sur la santé même à très faibles doses chez les enfants mineurs et le fœtus ;

CONSIDERANT que cette situation constitue un danger imminent ;

CONSIDERANT dès lors, qu'il y a lieu d'ordonner les mesures indispensables pour faire cesser ce danger dans un délai fixé ;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Afin de faire cesser le danger imminent mis en évidence dans les parties communes de l'immeuble situé 38 rue Dabray à Nice (06000), le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic, le cabinet Crouzet et Breil, situé 134 boulevard Gambetta à Nice (06045), est tenu, **dans un délai de 1 mois**, de prendre les mesures nécessaires en vue de la suppression du risque d'accessibilité au plomb, telles que listées dans le diagnostic susvisé.

Les mesures à mettre en œuvre comprennent :

- les travaux de protection, réalisés dans les règles de l'art, visant les sources de plomb identifiées, de manière à garantir la pérennité de la protection ;
- le nettoyage et l'élimination des poussières au sol liées à la réalisation de ce chantier.

Ces travaux ne doivent pas entraîner de dissémination de poussières de plomb dans les parties communes de l'immeuble et les logements privés. Les mesures de prévention devront être adaptées à la technique d'intervention retenue.

**Article 2** : En cas de non-exécution des mesures dans les délais fixés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, il sera procédé d'office aux travaux, aux frais de la copropriété, dans les conditions précisées à l'article L. 511-16 du code de la construction et de l'habitation. La créance en résultant sera recouvrée dans les conditions précisées à l'article L511-17 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 3** : Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 4** : La mainlevée du présent arrêté ne peut être prononcée qu'après constatation, par les agents compétents, de la conformité de la réalisation des mesures prescrites.

Le syndic mentionné à l'article 1 tient à la disposition de l'administration tous justificatifs attestant de la bonne réalisation des travaux, notamment du nettoyage final des poussières contenant du plomb.

**Article 5** : Le présent arrêté est notifié au syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic cité à l'article 1, qui en informe immédiatement l'ensemble des copropriétaires.

Il est affiché à la mairie de Nice et sur la façade de l'immeuble.

**Article 6 :** Le présent arrêté est transmis au maire de Nice, au président de la métropole Nice Côte d'Azur, au procureur de la République, aux organismes payeurs des allocations de logement et de l'aide personnalisée au logement des Alpes-Maritimes, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement des Alpes Maritimes, conformément à l'article R.511-7 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-Maritimes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - EA 2 - 14 avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Nice (18 avenue des Fleurs, 06000 Nice) également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités, le commissaire de police de Nice, le maire de Nice et le médecin directeur du service d'hygiène et de santé de Nice sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 25 MAI 2021

Le préfet des Alpes-Maritimes,

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète chargée de mission  
politique de la ville et politiques sociales  
8GA 4535

Patricia VALMA



## PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Service maritime

AP/2021- 561

### ARRÊTE PRÉFECTORAL

**Portant approbation de la modification des caractéristiques de la servitude  
de passage des piétons le long du littoral et de la suspension partielle de ladite servitude  
au droit du projet de démolition/reconstruction de l'établissement « la Voile d'Or »  
sur la commune de SAINT-JEAN-CAP-FERRAT**

Le Préfet des Alpes-Maritimes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 121-31 à L. 121-33, et R. 121-9 à R. 121-18, relatifs au champ d'application de la servitude de passage longitudinale, L. 121-35 à L. 121-37, et R. 121-20 à R. 121-32, relatifs aux dispositions communes aux servitudes de passage sur le littoral,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2111-4, relatif à la consistance du domaine public maritime naturel et L. 2111-6, relatif à la consistance du domaine public maritime artificiel, permettant de définir la limite à partir de laquelle est mesurée l'assiette de la servitude de passage longitudinale,

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L. 134-1 à L. 134-2, L. 134-31 à L. 134-32, et R. 134-3 et suivants relatifs au champ d'application des enquêtes publiques,

Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2020 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la modification des caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral et sur la suspension partielle de cette servitude sur la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-179 du 12 février 2021 portant délégation de signature du Préfet au directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

VU le dossier soumis à enquête publique portant sur la modification des caractéristiques et sur la suspension partielle de la servitude de passage des piétons le long du littoral, concernant le projet de démolition/reconstruction de l'établissement « la Voile d'Or »,

VU le rapport ainsi que les conclusions et l'avis favorable de Mme la commissaire enquêteur en date du 5 février 2021,

Vu la délibération de la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat en date du 8 avril 2021,

Vu les pièces du dossier,



CONSIDÉRANT que les caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral peuvent être modifiées en application des dispositions de l'article L. 121-32 du code de l'urbanisme ,

QU'AINSI, il y a lieu de modifier les caractéristiques de la servitude de passage des piétons le long du littoral concernant le projet de démolition/reconstruction de l'établissement « la Voile d'Or », comme le prévoient la notice explicative et le plan annexés au présent arrêté, aux fins d'assurer la continuité du cheminement des piétons compte-tenu de la configuration des lieux et de l'intérêt collectif du projet, qui répond à un fort enjeu économique et touristique pour la commune,

CONSIDÉRANT que la servitude de passage ne peut gréver les terrains situés à moins de quinze mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976 en application de l'article L.121-33 du code de l'urbanisme,

QU'AINSI, il y a lieu de ne pas instituer la servitude de passage le long du littoral au droit de la parcelle AI 386, comme le prévoient la notice explicative et le plan annexés au présent arrêté,

CONSIDÉRANT que la servitude de passage des piétons le long du littoral peut être suspendue, à titre exceptionnel, en application de l'article L. 121-32 du code de l'urbanisme et notamment dans les cas énumérés à l'article R. 121-13 de ce même code,

CONSIDÉRANT que le public peut librement circuler sur les voies du port de plaisance, géré par la métropole Nice Côte d'Azur,

QU'AINSI, il y a lieu de suspendre partiellement la servitude de passage des piétons le long du littoral au droit du projet de démolition/reconstruction de l'établissement « la Voile d'Or » pour le motif suivant : lorsque les piétons peuvent circuler le long du rivage de la mer grâce à des voies ou passages ouverts au public ,

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La modification des caractéristiques de la servitude et sa suspension partielle, telles qu'elles figurent sur la notice et le plan annexé au présent arrêté sont approuvées.

Le maire prendra toute mesure de signalisation nécessaire en vue de préciser l'emplacement de la servitude de passage.

La métropole Nice Côte d'Azur, gestionnaire du port de plaisance, procédera à la sécurisation du cheminement des piétons au niveau de la rampe de mise à l'eau des bateaux.

La servitude entraîne pour les propriétaires des terrains et leurs ayants droit :

1° L'obligation de laisser aux piétons le droit de passage ;

2° L'obligation de n'apporter à l'état des lieux aucune modification de nature à faire, même provisoirement, obstacle au libre passage des piétons, sauf autorisation préalable accordée par le préfet, pour une durée de six mois au maximum ;

3° L'obligation de laisser l'administration compétente établir la signalisation prévue à l'article R. 121-25 et effectuer les travaux nécessaires pour assurer le libre passage et la sécurité des piétons, sous réserve d'un préavis de quinze jours sauf cas d'urgence.

## Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

## Article 3

Le présent arrêté sera notifié à la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat, afin qu'elle procède à son affichage pendant un mois. Il en sera fait mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Le présent arrêté, le plan et la notice explicative pourront être consultés par le public aux heures habituelles d'ouverture à la mairie de Saint-Jean-Cap-Ferrat.

Le présent arrêté fera en outre l'objet de la publicité prévue au 2° de l'article 36 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 : « Sont également publiés pour l'information des usagers, au service chargé de la publicité foncière de la situation des immeubles, par les soins de l'administration compétente, dans les conditions et limites, et sous réserve des exceptions fixées par décret en Conseil d'Etat :  
2° Les limitations administratives au droit de propriété, et les dérogations à ces limitations ».

## Article 4

Le directeur départemental des territoires et de la mer, la métropole Nice Côte d'Azur, le maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat, la SAS « La voile d'Or » maître d'ouvrage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

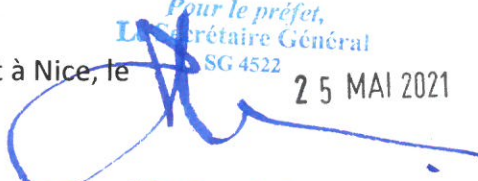
## Article 5

S'il y a lieu, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire ou à compter de sa publication pour les tiers intéressés, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes-Maritimes ou d'un recours hiérarchique devant le Ministre responsable du domaine public maritime.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'autorité administrative vaut décision implicite de rejet ; la décision rejetant ce recours peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse ou de la date à laquelle naît une décision implicite.

Au vu des dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou dans les deux mois suivant la publicité par parution au recueil des actes administratifs de la préfecture ou par affichage en mairie, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1.

Le juge administratif peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
SG 4522  
Fait à Nice, le 25 MAI 2021  
  
Philippe LOOS



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale  
De l'Économie, de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités  
Unité départementale des Alpes-Maritimes

Nice, le **21 MAI 2021**

**Arrêté n° 2021/558 nommant  
les conseillers du salarié dans le département des Alpes-  
Maritimes**

Le Préfet des Alpes Maritimes  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L 1232-2 et suivants du Code du Travail et notamment les articles L 1232-8 à L 1232-13 ;

**VU** les articles R 1232-3 et D 1232-5 à D 1232-11 du code précité ;

**VU**, l'arrêté n° 2018/347 du 15 mai 2018 portant désignation de la liste des conseillers du salarié dans le département des Alpes-Maritimes

**VU** le résultat des consultations des organisations syndicales représentatives sur le plan national des salariés et des employeurs ;

**SUR proposition** de Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités des Alpes-Maritimes,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er.** La liste des personnes habilitées à assister, sur sa demande, un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise est révisée et arrêtée comme suit :

**Liste des conseillers du salarié  
Secteur de NICE – CARROS - CAGNES SUR MER**

<b>Conseiller du salarié</b>	<b>Profession</b>	<b>Organisation syndicale</b>	<b>Téléphone</b>
<b>GUILLAUME Jean-Claude</b>	<b>Agent d'administration</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>SANTORSOLA Olivier</b>	<b>Agent d'administration</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>URRU Ugo</b>	<b>Agent commercial</b>	<b>C.G.T. NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>MARCHADO Stéphane</b>	<b>Agent de coordination opération</b>	<b>C.A.T.</b>	<b>06.20.68.75.59</b>
<b>BELGACEM Ramzi</b>	<b>Agent de sécurité</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>LAUZERTE Denis</b>	<b>Agent de sécurité</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>CHANSSEL Yves</b>	<b>Agent de sécurité incendie et assistance à personnes</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>JAMOULI Nadia</b>	<b>Agent polyvalent</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>GORRIAS Eric</b>	<b>Agent SNCF</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>MORENA Max</b>	<b>Agent SNCF</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>MOFID Merièmè</b>	<b>Agent technique de droit</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>REDA Jamila</b>	<b>Aide Médico Psychologue</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>GOYENAGA Marie-France</b>	<b>Aide-soignante</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>MOREL Philippe</b>	<b>Aide-soignant</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>MORINI Alice</b>	<b>Aide-Médico psychologique</b>	<b>C.G.T. NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>EGLER Karine</b>	<b>Administrateur système</b>	<b>C.G.T. – NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>CHIARBONELLO Fabienne</b>	<b>Assistante de direction</b>	<b>Sans étiquette</b>	<b>06.78.26.41.79</b>
<b>MUSCAT Agnès</b>	<b>Assistante de direction</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>MORO LAURENCE</b>	<b>Assistante gouvernante</b>	<b>C.F.E.-C.GC.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>LEVEQUE Marie-Isabelle</b>	<b>Auxiliaire de vie sociale</b>	<b>C.G.T. NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>PEAGLES DA SILVA Thiago</b>	<b>Cadre commercial</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>DUCROS Sébastien</b>	<b>Cadre ingénieur</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>



<b>KALADGEW Cyril</b>	<b>Cadre Transports</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>GENOVESE Joseph</b>	<b>Cadre URSSAF (retraité)</b>	<b>Sans étiquette</b>	<b>04.93.35.92.26</b>

	Secteur de NICE – CARROS- - CAGNES SUR MER (suite)		
AMRI Sallah	Cariste	F.O.	04.93.84.40.50
AUDREN Jean-Michel	Chargé de mission	F.O.	04.93.84.40.50
COTTONE Léonard	Chauffeur de bus	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
EL MOUSSAID Brahim	Chef d'équipe	F.O.	04.93.84.40.50
RAMASITERA Andriamihajaso a	Chef d'équipe	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
ROBERT Frédéric	Chef d'équipe	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
GARNIER John	Chef de parc	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
LOKHATE Claude	Chef d'équipe exploitation	C.G.T. – NICE	04.93.62.20.88 04.92.47.71.10
MAZZAFERRO Dominique	Conducteur de tramway	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
EL HABCHI Abdelkrim	Conducteur poids lourds	F.O.	04.93.84.40.50
DERROU Sabir	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
DOUCY Serge	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
EL MOUNTAKHAB ALAOUI Fouad	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
GHEZAL Lobna	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
HAYET Jean-Paul	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
HALI Karim	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
ORLANDO Sébastien	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
RICCI Cécile	Conducteur receveur	C.G.T. – Nice Paillon	04.92.47.71.10
DUPEYRE Olivier	Convoyeur de fonds	C.F.T.C.	04.89.98.98.78
JEROSME James	Convoyeur de fonds	C.F.T.C.	04.89.98.98.78
DELOFFRE Fabienne	Demandeur d'emploi	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
ROUSSEAUX Gilles	Directeur communication	C.F.E.-C.G.C.	04.93.88.86.88
AUDIN Nathalie	Directrice d'association	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
WATTEBLED Fabrice	Directeur industriel	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
CHEMIN Charles	Directeur technique	C.F.D.T.	04.93.26.52.32

PETIT Céline	Educatrice spécialisée	C.G.T. – NICE	04.93.62.20.88 04.92.47.71.10
	Secteur de NICE – CARROS- - CAGNES SUR MER (suite)		
FTAITA Hicham	Electricien	C.G.T. – NICE	04.93.62.20.88 04.92.47.71.10
DEMARCO Domenico	Employé BTP	C.G.T. – CARROS – CAGNES/MER	06.28.89.12.60 04.92.47.71.10
DOMINICI Philippe	Employé administratif	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
RAMBURE Jean-Marc	Employé hôtellerie	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
CARUANA Joseph	Employé grande distribution	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
BALDACCI Nathalie	Employée hôtel, café, restaurant	C.F.T.C.	04.89.98.98.78
LARCHEVEQUE Jean-Paul	Employé industrie pharmaceutique	C.G.T. – CARROS – CAGNES/MER	06.28.89.12.60 04.92.47.71.10
OLIVEIRA FERREIRA	Femme de chambre	F.O.	04.93.84.40.50
MOSKAL Christian	Formateur adultes	F.O.	04.93.84.40.50
MEUNIER Béatrice	Gestionnaire conseil	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
CORNIGLION Laëtitia	Gestionnaire d'activité	C.G.T. – CARROS – CAGNES/MER	06.28.89.12.60 04.92.47.71.10
BIANCHERI Michel	Gestionnaire de compte	C.G.T. – NICE	04.93.62.20.88 04.92.47.71.10
BRUHLIN Stéphanie	Hôte de vente	F.O.	04.93.84.40.50
CIREDERF-GIRAUD Elodie	Infirmière	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
ROUBAUDI Pierre	Ingénieur	C.F.E.-C.G.C.	04.93.88.86.88
PRIORIS Philippe	Ingénieur commercial	C.F.E.-C.G.C.	04.93.88.86.88
LASSIAILLE Frédéric	Ingénieur concepteur	C.F.T.C.	04.89.98.98.78
NEAGU Moïse	Ingénieur informatique	C.F.T.C.	04.89.98.98.78
VOLPE Enzo	Inspecteur d'assurances	C.F.E.-C.G.C.	04.93.88.86.88
SZCZEPANSKI Christophe	Intérimaire	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
MARTINO Eric	Jardinier	C.F.T.C.	04.89.98.98.78
LAMASSE Frédéric	Journaliste	Sans étiquette	06.28.07.61.77
BARON Stéphane	Logisticien	F.O.	04.93.84.40.50
BRAIECH Nesradine	Logisticien	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
DEVICENZI Thierry	Manager	F.O.	04.93.84.40.50

**Secteur NICE-CARROS-  
CAGNES SUR MER (suite)**

<b>LEYMERIGIE Frédéric</b>	<b>Manager</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>STRILLOU Alain</b>	<b>Manager</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>CHEVALLIER Sébastien</b>	<b>Manager service réception</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>POLI Jean-Paul</b>	<b>Opérateur de messagerie</b>	<b>C.G.T. NICE- CARROS-CAGNES SUR MER</b>	<b>06.28.89.12.60 04.92.47.71.10</b>
<b>DELORD Thierry</b>	<b>Opérateur P.C.</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>BOUHACHI Laury</b>	<b>Opérateur de sûreté aéroportuaire</b>	<b>C.G.T. NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>BOURAHLA Fouad</b>	<b>Opérateur de sûreté</b>	<b>C.G.T. NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>GAYE Franck</b>	<b>Professeur collègue</b>	<b>SOLIDAIRES 06 –</b>	<b>06.62.31.28.77</b>
<b>AMIEL Henry</b>	<b>Réceptionniste</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>TOURNOUX Stéphane</b>	<b>Responsable commerce</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>EL JANYANI Yassine</b>	<b>Responsable d'exploitation</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>FRANCOISE DE MORSIER Eric</b>	<b>Responsable de service</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>FIGUERAS Yves</b>	<b>Responsable PROCESS</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>CLEMENT Patrice</b>	<b>Responsable ressources</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>MILLER Hélène</b>	<b>Responsable ressources humaines</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>BELLAVEGLIA Gabriel</b>	<b>Retraité</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>CHEVALIER Michel</b>	<b>Retraité cadre informatique</b>	<b>C.G.T. – NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>CHOPIN Jean-Pierre</b>	<b>Retraité</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>JACQUEMIN Anne</b>	<b>Retraîtée éducatrice spécialisée</b>	<b>C.G.T. – CARROS – CAGNES/MER</b>	<b>06.28.89.12.60 04.92.47.71.10</b>
<b>HANI Lionel</b>	<b>Retraité de la fonction publique</b>	<b>Sans étiquette</b>	<b>06.43.29.80.07</b>
<b>PALACIO Paul Robert</b>	<b>Retraité</b>	<b>Sans étiquette</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>DENCIC Jean-Luc</b>	<b>Technicien</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>MARSON Luc</b>	<b>Technicien dépanneur itinérant</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>CIAIS Nicolas</b>	<b>Technicien en télécommunication</b>	<b>C.G.T. NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>AGLIANY Antonin</b>	<b>Technicien de maintenance</b>	<b>C.G.T. – NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>



<b>PONZO Pascal</b>	<b>Technicien réseaux et télécom</b>	<b>C.G.T. – NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>Secteur NICE-CARROS-CAGNES SUR MER (suite)</b>			
<b>MICHEL Baptiste</b>	<b>Téléprospecteur</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>GIANNO Julien</b>	<b>Téléconseiller</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>DEHAN Christian</b>	<b>Transport</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>SURDI Yves</b>	<b>Transport</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>BERTAZZO Stéphane</b>	<b>Vendeur</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>WALTER Laurent</b>	<b>Vendeur</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>GRAMMATICO Irma</b>	<b>Vendeuse</b>	<b>C.G.T. NICE</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>MALOD STRATIEVA Aneliya</b>	<b>Vendeuse</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.84.40.50</b>
<b>MERLIN Serge</b>	<b>Vendeur Préparateur</b>	<b>C.G.T. – CARROS – CAGNES/MER</b>	<b>06.28.89.12.60 04.92.47.71.10</b>

**Liste des conseillers du salarié  
Secteur ANTIBES - CANNES**

<b>Conseiller du salarié</b>	<b>Profession</b>	<b>Organisation syndicale</b>	<b>Téléphone</b>
<b>TROVATO PICARDI Gian Carlo</b>	<b>Affréteur</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>MARTINACHE Cécile</b>	<b>Agent commercial SNCF</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>VERHULST Bart</b>	<b>Agent hôtelier</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.39.13.29 04.93.34.19.69</b>
<b>VIOLA Eric</b>	<b>Agent de nettoyage</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>FLEISCH Jeremy</b>	<b>Agent de propreté</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>BETHUNE Eric</b>	<b>Agent de sécurité</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>SASSI Adel</b>	<b>Agent de sécurité</b>	<b>C.G.T. – ANTIBES</b>	<b>04.97.21.27.57 04.92.47.71.10</b>
<b>COSTA Sylvain</b>	<b>Agent de sécurité incendie</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>DEVAUCHELLE Aurore</b>	<b>Agent SNCF</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>PYRKA-CAPPONI</b>	<b>Aide-soignant</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>MENAI Ouahiba</b>	<b>Aide-soignante</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>DHOLLANDE Thierry</b>	<b>Ambulancier</b>	<b>Sans étiquette</b>	<b>06.51.42.74.25 <a href="mailto:levoyageur60@live.fr">levoyageur60@live.fr</a></b>
<b>IACONO Carole</b>	<b>Assistante commerciale</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>HALIMI ADILA Nassima</b>	<b>Assistante R.H.</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>SIMONDI Stéphane</b>	<b>Assistant technique</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.39.13.29 04.93.34.19.69</b>
<b>NICOLLE Sandrine</b>	<b>Câbleuse</b>	<b>C.G.T. – ANTIBES</b>	<b>04.97.21.27.57 04.92.47.71.10</b>
<b>DECAMPS Alexandre</b>	<b>Cadre commercial</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>SFERRAZZA Jean-Marc</b>	<b>Cadre commercial</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>CAPOLUNGI Sandrine</b>	<b>Cadre manager</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>LEFEVRE Céline</b>	<b>Chargée clientèle</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>AZIB Mohamed</b>	<b>Chargé conseil</b>	<b>C.G.T. – ANTIBES</b>	<b>04.97.21.27.57 04.92.47.71.10</b>
<b>ROUX Pierre</b>	<b>Chargé de relation extérieur France</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.39.13.29 04.93.34.19.69</b>
<b>SEBBANE Michael</b>	<b>Chauffeur livreur</b>	<b>C.G.T. – ANTIBES</b>	<b>04.97.21.27.57 04.92.47.71.10</b>
<b>FROMENT Fabien</b>	<b>Chef caissier</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>DE TORRES Antony</b>	<b>Chef d'activité industriel</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>

	Liste des conseillers du salarié Secteur ANTIBES - CANNES (suite)		
MARIN José Luis	Chef de produit	C.G.T. – ANTIBES	04.97.21.27.57 04.92.47.71.10
KOUDANE Bouchra	Chef d'équipe	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
AIT KHOUYA Rachid	Conducteur de bus	F.O.	04.93.84.40.50
GRAFF Jean-Michel	Conducteur de bus	C.G.T. – CANNES	04.93.39.24.28 04.92.47.71.10
MATHIEU David	Conducteur de bus	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
GRIRA Karim	Conducteur receveur	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
MATHIAS Frédéric	Conducteur receveur	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
RICAR Cédric	Conseiller clientèle	C.G.T. – ANTIBES	04.97.21.27.57 04.92.47.71.10
BROCK Delphine	Conseiller Technico- commercial	C.F.E.-C.G.C.	04.93.88.86.88
SIMONE Riccardo	Consultant	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
ZAGULAJEW Nicolas	Consultant informatique	C.G.T. – ANTIBES	04.97.21.27.57 04.92.47.71.10
COMMISSAIRE Franck	Cuisinier	C.F.E.-C.G.C.	04.93.88.86.88
BATTEUR Hafida	Educatrice	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
ETIEMBRE Jean-Luc	Economiste de la construction	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
BONAVENTURE Caroline	Employée administrative	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
BRICHE Emilie	Employée de distribution	C.G.T. – CANNES	04.93.39.24.28 04.92.47.71.10
GALIANA Magali	Employée grande distribution	U.N.S.A.	06.18.01.23.06
TAISNE David	Employé hôtellerie	C.G.T. – ANTIBES	04.97.21.27.57 04.92.47.71.10
ORSATELLI Maryvonne	Expert métier	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
BREIL Nicolas	Informaticien	C.G.T. ANTIBES	04.97.21.27.57 04.92.47.71.10
RAMENATTE Thierry	Informaticien	C.F.D.T	04.93.26.52.32
DESSAIGNE Anne	Informaticienne	C.G.T. – ANTIBES	04.97.21.27.57 04.92.47.71.10
REYTINAT- HARDOUIN Jérôme	Ingénieur en informatique	C.F.D.T.	04.93.26.52.32
BITAM Cécile	Juriste d'entreprise	C.G.T. – ANTIBES	04.97.21.27.57 04.92.47.71.10

**Secteur ANTIBES –  
CANNES (suite)**

<b>GENEVRIER Eric</b>	<b>Maître d'Hôtel (1<sup>er</sup>)</b>	<b>C.F.E.-C.GC.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>GUIOTON Véronique</b>	<b>Manager assistante agence</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>LAMOUREUX Eric</b>	<b>Manager – chef d'équipe</b>	<b>C.G.T. – ANTIBES</b>	<b>04.97.21.27.57 04.92.47.71.10</b>
<b>SIMONE Evelyne</b>	<b>Psychologue</b>	<b>C.G.T. CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>HACEN Karim</b>	<b>Responsable développement international</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>COMBERNOUX Benoit</b>	<b>Retraité</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.39.13.29 04.93.34.19.69</b>
<b>LAMBERT Jean</b>	<b>Retraité VRP</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>MORSA Jean-Paul</b>	<b>Sans emploi</b>	<b>C.G.T. – ANTIBES</b>	<b>04.97.21.27.57 04.92.47.71.10</b>
<b>EYPERT Valérie</b>	<b>Secrétaire gestionnaire</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>JOURNO Danielle</b>	<b>Secrétaire qualifiée</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>
<b>MUZARD Arnaud</b>	<b>Technicien MIP</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>GRIMBERG Valérie</b>	<b>Technicienne machine à sous</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>CHAPONNEAU Evelyne</b>	<b>Technicienne Prolotypeuse</b>	<b>C.G.T. – ANTIBES</b>	<b>04.97.21.27.57 04.92.47.71.10</b>
<b>GARCIA Frédéric</b>	<b>Technico-commercial</b>	<b>Sans étiquette</b>	<b>06.16.43.54.72</b>
<b>SANTOS PEREIRA Monica</b>	<b>Téléconseillère</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>HOUARA Samira</b>	<b>Transport</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>RODRIGUEZ Maria Mercedes</b>	<b>Transport</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>TONDA Gérard</b>	<b>Transport</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>CAVAGLIA Jean-Claude</b>	<b>Veilleur de nuit</b>	<b>C.G.T. – CANNES</b>	<b>04.93.39.24.28 04.92.47.71.10</b>



**Liste des conseillers du salarié  
Secteur de GRASSE**

<b>Conseiller du salarié</b>	<b>Profession</b>	<b>Organisation syndicale</b>	<b>Téléphone</b>
<b>PONT Frédéric</b>	<b>Agent SNCF</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>BAILLY Véronique</b>	<b>Animatrice</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>
<b>WILLEQUET Pascal</b>	<b>Cadre consultant</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>
<b>GODEFROY Alain</b>	<b>Cadre commercial</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>SENS MEYE PELLEGRINO Catherine</b>	<b>Cadre supérieur de santé</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>BORGET Thiery</b>	<b>Chauffeur de bus</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>CAPRIGLIONE Philippe</b>	<b>Chauffeur de bus</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>CHOUANA Rédouane</b>	<b>Chauffeur de bus</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>GUIRAT Maher</b>	<b>Chauffeur de bus</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>BOUDOT Thierry</b>	<b>Chef de projet informatique</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>POTTIER BRIGNOL Elena</b>	<b>Chef de rayon</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>JERJOUR Fatima</b>	<b>Conductrice receveuse</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>
<b>QUESTE Philippe</b>	<b>Educateur spécialisé</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>
<b>ABBRUZZETTI Franck</b>	<b>Employé transports en commun</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>GENSE Frédéric</b>	<b>Employé transports en commun</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>ACCHIARDO Franck</b>	<b>Employé Résinoïde</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>GOUMY Vincent</b>	<b>Gestionnaire négociateur</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>PATAULT Patrick</b>	<b>Informaticien</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>
<b>LAUGIER Anne-Marie</b>	<b>Ingénieur cadre informatique</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.92.42.02.45</b>
<b>LECUYER Didier</b>	<b>Ingénieur d'études</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>DELLAMONICA Thierry</b>	<b>Ingénieur informatique</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.92.42.02.45</b>
<b>POTTIER Vincent</b>	<b>Ingénieur en logiciels</b>	<b>C.F.E.-C.G.C.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>BRAHAM Hamdi</b>	<b>Logisticien</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.92.42.02.45</b>
<b>ROTTA Sandrine</b>	<b>Personnel technique</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>

<b>CAPPARELLI Ferdinando</b>	<b>Responsable d'exploitation</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.92.42.02.45</b>
	<b>Liste des conseillers du salarié Secteur de GRASSE (suite)</b>		
<b>LAGOUTIERE Jean-Charles</b>	<b>Responsable éducatif</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>SOMON Gaël</b>	<b>Responsable service clients</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>ERELL BOUQUET Pascale</b>	<b>Responsable service clients et qualité</b>	<b>C.F.E.-C.GC.</b>	<b>04.93.88.86.88</b>
<b>COGET Jean-Pierre</b>	<b>Retraité</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>
<b>CAPPARELLI Francesco</b>	<b>Technicien de laboratoire</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.92.42.02.45</b>
<b>FAVIER Sandrine</b>	<b>Technicienne d'information sociale</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.36.00.01 04.92.47.71.10</b>
<b>GARCIA Anne-Marie</b>	<b>Vendeuse en parfumerie</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>

**Liste des conseillers du salarié  
Secteur de MENTON**

<b>Conseiller du salarié</b>	<b>Profession</b>	<b>Organisation syndicale</b>	<b>Téléphone</b>
<b>SORIANO Julien</b>	<b>Agent de conduite SNCF</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>TICHE Hafid</b>	<b>Agent d'entretien hôtellerie</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>STRANGIO Henri</b>	<b>Agent du Ministère des Finances</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>CITA Sandra</b>	<b>Aide-médico psychologique</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>MARTIN Joëlle</b>	<b>Chargée de communication</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.57.31.31</b>
<b>NAHIM René</b>	<b>Chauffeur de bus</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>CASANOVA Sébastien</b>	<b>Chauffeur de bus</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>POSNIC Sébastien</b>	<b>Chauffeur de bus</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>AUNIS Marc</b>	<b>Chauffeur SP</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>BOUFENCHOUCHE Fateh</b>	<b>Conducteur tourisme</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>MATHEVET Alain</b>	<b>Conseiller en séjours</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.57.31.31</b>
<b>LE CORGUILLE Franck</b>	<b>Conseiller de vente</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>LE ROUGE Stéphane</b>	<b>Cuisinier</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.57.31.31</b>
<b>DOUIS Alain</b>	<b>Educateur</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>BASSO Sandra</b>	<b>Educatrice spécialisée</b>	<b>SOLIDAIRES 06</b>	<b>06.62.31.28.77</b>
<b>QUATREVAUX RODRIGUEZ Nathalie</b>	<b>Employée administrative</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>FETNAN Rachid</b>	<b>Employé transports routiers</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>
<b>IMBERT Stéphane</b>	<b>Gestionnaire contentieux</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.57.31.31</b>
<b>MICHEL Thierry</b>	<b>Ingénieur expert</b>	<b>Sans étiquette</b>	<b>04.93.76.90.22</b>
<b>LACHARME Christian</b>	<b>Magasinier</b>	<b>C.F.D.T.</b>	<b>04.93.26.52.32</b>
<b>GAGLIARDI Mario</b>	<b>Ouvrier autoroutier</b>	<b>C.F.T.C.</b>	<b>04.89.98.98.78</b>
<b>MAUCHAMP Pascal</b>	<b>Responsable technique hôtel</b>	<b>C.G.T.</b>	<b>04.93.62.20.88 04.92.47.71.10</b>
<b>IMBERT Maurice</b>	<b>Retraité</b>	<b>F.O.</b>	<b>04.93.57.31.31</b>
<b>DURAND Philippe</b>	<b>Technicien</b>	<b>U.N.S.A.</b>	<b>06.18.01.23.06</b>

**ARTICLE 2.** Les numéros de téléphone mentionnés en regard de chaque nom permettent de joindre les conseillers dans les meilleurs délais au siège de leurs organisations respectives.

**Union départementale C.F.D.T.** -12, boulevard Delfino 06300 NICE  
Téléphone : 04.93.26.52.32

**Union départementale CFE-C.G.C.** – 455, promenade des Anglais  
Immeuble Le Phare – 06200 NICE  
Téléphone : 04.93.88.86.88

**Union départementale C.F.T.C.** - 455, promenade des Anglais  
Immeuble Le Phare – 06200. NICE  
Téléphone : 04 89 98 98 78

**Union départementale C.G.T.** - 34, boulevard Jean Jaurès - 06300  
NICE  
Téléphone : 04.92.47.71.10

**Union départementale F.O.-** 63, boulevard Gorbella - 06100 NICE  
Téléphone : 04.93.84.40.50

**Union départementale SOLIDAIRES 06**  
28, avenue Giacobi  
06300 NICE  
Téléphone : 06.62.31.28.77

**Union Nationale des Syndicats Autonomes – U.N.S.A.**  
2, route de Turin - 06300 NICE  
Téléphone : 06.18.01.23.06

**Confédération Autonome du Travail (C.A.T.)**  
22, rue St Vincent de Paul  
75010 PARIS  
Téléphone : 01 48 78 12 36

**ARTICLE 3.** La présente liste est soumise à révision tous les trois ans et peut-être complétée à toute époque en cas de besoin.

**ARTICLE 4.** La mission permanente confiée aux personnes ci-dessus désignées, s'exerce exclusivement dans le département des Alpes Maritimes et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.



**ARTICLE 5.** Cette liste sera tenue à la disposition des salariés concernés dans chaque section d'inspection du travail, ainsi que dans chaque mairie du département.

**ARTICLE 6.** Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités des Alpes-Maritimes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes Maritimes.

*Pour le préfet,*  
le Secrétaire Général  
SG 4522

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'P' followed by a long horizontal stroke.

Philippe LOOS

S O M M A I R E

A.R.S	PACA.....	2
	Delegation Departementale des AM.....	2
	sante environnement.....	2
	AP 2021.559 Nice 2 rue Raspail RDC presence sources Plomb.....	2
	AP 2021.560 Nice 38 rue Dabray presence sources Plomb.....	5
D.D.I.....		8
	D.D.T.M.....	8
	Domaine public maritime.....	8
	AP 2021.561 St JCF Approb.modif servitude Voile d Or.....	8
	DDETS Alpes-Maritimes.....	11
	Pole Travail.....	11
	AP 2021.558 Nomination conseillers du salarie ds AM.....	11

Index Alfabétique

AP 2021.558 Nomination conseillers du salarie ds AM.....	11
AP 2021.559 Nice 2 rue Raspail RDC presence sources Plomb.....	2
AP 2021.560 Nice 38 rue Dabray presence sources Plomb.....	5
AP 2021.561 St JCF Approb.modif servitude Voile d Or.....	8
D.D.T.M.....	8
DDETS Alpes-Maritimes.....	11
Delegation Departementale des AM.....	2
A.R.S PACA.....	2
D.D.I.....	8